

CHAPITRE 15 – État et religions en Inde

Dans le chapitre 13, vous avez étudié comment des rivalités mais aussi des formes de coopération s'étaient nouées au Moyen Âge entre les pouvoirs temporel et spirituel.

Dans le chapitre 14, vous avez vu comment, sous l'effet du processus de sécularisation qui l'a affecté à partir du XVIII^e siècle, l'Occident a engagé un processus de séparation entre ces deux pouvoirs. La laïcité qui en découle prend néanmoins un visage différent selon les pays l'ayant adoptée.

Dans ce chapitre, vous allez analyser une forme originale de laïcité, le sécularisme, sur laquelle s'est appuyé l'État indien depuis 1947. Celle-ci permet la coexistence entre les nombreuses religions qui composent le pays. Néanmoins, depuis le début des années 1990, des tendances fondamentalistes se développent parmi les différents cultes. Au sein de la population hindoue, soit environ 80 % des Indiens, de puissants mouvements tant politiques que culturels tendent à imposer une vision exclusive de leur religion, remettant en cause le caractère tolérant de la société indienne.

Cours. L'Inde : hindouisme, diversité religieuse et sécularisme (p. 412-413)

Comment les multiples communautés religieuses indiennes vivent-elles ensemble ?

I Un État séculier

A - Une république fédérale, démocratique et multiculturelle

L'Inde est un jeune État démocratique. Le pays est issu de la partition de l'empire des Indes britanniques qui, le 15 août 1947, a également donné naissance au Pakistan occidental (désormais Pakistan) et au Pakistan oriental (Bangladesh depuis 1971). L'Inde est une république fédérale (Union indienne), démocratique, où s'affrontent de nombreux partis politiques nationaux et régionaux. L'alternance du pouvoir est fréquente depuis une vingtaine d'années entre le Parti du Congrès et le Parti du Peuple indien (BJP)

L'Inde est un État multiculturel. Le découpage administratif (29 États et 7 territoires) est organisé sur des bases culturelles et linguistiques : le bengali est parlé au Bengale, le tamoul au Tamil Nadu... La langue officielle de l'Inde est l'hindi, principalement parlée dans le nord du pays ; elle est accompagnée de 21 langues inscrites officiellement dans la Constitution, tandis que l'administration utilise l'anglais. L'Inde est une mosaïque culturelle et linguistique.

B - Le sécularisme : un modèle spécifique de laïcité

L'Inde ne reconnaît aucune religion d'État. Bien que l'hindouisme soit la religion

majoritaire, la liberté religieuse est garantie. Le droit pénal punit toute discrimination fondée sur l'appartenance religieuse. Depuis 1976, ce modèle est inscrit dans la Constitution sous le nom de « sécularisme ».

L'État indien a mis en place un modèle spécifique de laïcité. Ce modèle instaure des règles favorisant une cohabitation pacifique des diverses religions. Il ne s'agit pas de séparer État et religions, car il n'y a pas de distinction entre société civile et société religieuse. L'État garantit la paix et la tolérance entre les communautés. Il reconnaît leurs spécificités, notamment par des lois civiles qui accordent aux minorités religieuses des aménagements concernant le mariage, le divorce ou l'héritage.

II Un État-civilisation

A - Une histoire marquée une multitude de religions

La civilisation indienne est marquée par différentes influences religieuses.

L'hindouisme est une religion spécifique à l'Inde. Elle trouve ses racines dans le monde indien il y a plus de quatre mille ans. Le jainisme et le bouddhisme s'y développent entre les X^e et V^e siècles avant J.-C. L'islam a été apporté par les marchands arabes puis par des tribus nomades en provenance d'Asie centrale entre les VIII^e et XII^e siècles pour donner naissance à une culture indo-persane et aux Empires moghols (XVI^e-XIX^e siècles). Le sikhisme est fondé au XV^e siècle dans le nord de l'Inde. Le christianisme s'est également développé avec la colonisation européenne (anglaise, portugaise, française...).

L'hindouisme est au cœur de la société indienne. Ses traits essentiels ont traversé les siècles et influencent les diverses cultures et religions du pays. L'hindouisme est

une religion polythéiste marquée par trois divinités principales : Brahmâ, Vishnu et Shiva. Une multitude de dieux et de déesses sont également adorés dans d'innombrables temples. Pour les hindous, le but suprême de l'existence est d'échapper au cycle des réincarnations.

B - Un polythéisme tolérant envers les autres croyances

L'hindouisme n'impose aucune valeur commune. Il ne possède aucun clergé. Si ses principes instaurent un ordre et une morale, reposant sur des textes sacrés, une grande diversité de points de vue et de pratiques est cependant acceptée. C'est une religion tolérante aux autres, offrant un cadre général à l'ensemble de la population, quelles que soient les communautés et les religions.

Les pratiques de l'hindouisme sont très diversifiées. La multiplicité des dieux et des lieux de culte favorise de multiples formes de syncrétisme, fortement ancrées dans les habitudes populaires. Ainsi, les hindous se rendent avec respect dans des lieux sacrés des autres religions.

III Un modèle attaqué : entre sécularisme et politisation du religieux

A - Une société segmentée

L'hindouisme place les individus, dès leur naissance, dans des castes. Ces groupes endogames (obligation de mariage au sein d'un même groupe) et identitaires, appelés jati, sont innombrables et regroupés selon leur degré de pureté en quatre grandes catégories, les varnas. Les populations dites « intouchables », aujourd'hui nommées dalits (les « exploités »), sont hors castes.

Ce système hiérarchique segmente l'ensemble de la société. Cette organisation sociale liée à l'hindouisme affecte également les populations non hindoues, excepté les populations tribales (les adivasis) : les musulmans, les sikhs, les chrétiens s'inscrivent eux aussi dans des systèmes hiérarchisés. Les populations tribales se situent dans les marges de la société.

B - Un sécularisme de plus en plus fragilisé

Le sécularisme indien est remis en cause depuis les années 1990, notamment par divers mouvements fondamentalistes. Les fondamentalistes hindous défendent une vision politique de l'hindouisme et cherchent à imposer à tous le principe d'hindouité. Ils désirent ainsi voir abolir toute spécificité accordée aux non hindous et établir certaines valeurs de l'hindouisme comme culture nationale. Parallèlement, un fondamentalisme musulman se développe dans un contexte de fortes tensions géopolitiques régionales (nationalisme pakistanais, talibans en Afghanistan...).

Les partis politiques défendant le sécularisme sont aujourd'hui affaiblis. Les élus de quelques États de la fédération, et parfois certains tribunaux, tendent à ne plus respecter l'équilibre entre les communautés, au détriment des minorités. Les principes républicains de l'égalité entre citoyens sont de plus en plus souvent remis en cause.

Cours. La mosaïque religieuse indienne : proximité et tensions (p. 414-415)

Le respect des différences religieuses est-il menacé dans l'Inde contemporaine ?

I Une majorité d'hindous mais une grande diversité religieuse

A - L'hindouisme dominant, mais diversifié

La population hindoue dépasse 1 milliard d'habitants en Inde. Malgré une légère diminution ces dernières décennies, elle représentait 79,9 % de la population lors du dernier recensement de 2011. Elle est présente dans l'ensemble du pays mais est particulièrement importante dans les États du Nord, du Bihar au Gujarat, en passant par l'Uttar Pradesh et le Madhya Pradesh.

Les populations hindoues sont également dispersées dans le monde. L'hindouisme s'est propagé à la faveur des nombreux courants migratoires depuis plusieurs siècles. Des communautés hindoues sont aujourd'hui installées à Bali (Indonésie), dans l'océan Indien (île Maurice, La Réunion), en Afrique du Sud et dans les métropoles des mondes développés (Londres, New York...).

B - Des minorités religieuses fortement différenciées

L'islam est la deuxième religion du pays. Les musulmans, en majorité sunnites, représentent plus de 14 % de la population indienne, soit environ 172 millions de personnes. Ils sont principalement présents dans le nord du pays (Cachemire), dans la vallée du Gange (Uttar Pradesh) et au Kerala (Sud). Leur nombre augmente en

raison d'une fécondité plus importante que celles des autres communautés religieuses.

Les autres religions sont très minoritaires. Le christianisme (2,3 % de la population, 28 millions de personnes), le sikhisme (1,7 %, 21 millions), le bouddhisme (0,7 %, 8,5 millions) et le jainisme (0,4 %, 4,5 millions) constituent des communautés ultra-minoritaires bien que parfois très concentrées géographiquement (les sikhs au Punjab, les chrétiens dans les États du Nord-Est). D'autres religions très minoritaires existent encore, comme le zoroastrisme ou des cultes animistes tribaux.

II La politisation du fait religieux

A - L'affirmation de l'hindouisme

Une transformation des pratiques religieuses accompagne le développement économique et social. Les rituels quotidiens, pratiqués dans les foyers ou dans les temples de quartier, perdent de l'importance. En revanche, de grands temples somptueux sont construits dans les villes, ainsi que d'immenses statues des divinités. Certains gourous deviennent célèbres sur des chaînes de télévision spécialisées. Internet se remplit de sites véhiculant des messages religieux.

L'importance des grands événements religieux s'accroît. Les pèlerinages se multiplient et attirent des foules de dévots qui contribuent à l'enrichissement (dons en argent) de très nombreux temples et lieux saints. Les grandes célébrations de l'hindouisme réunissent régulièrement des millions de personnes, la plus célèbre étant la Maha Khumba Mela qui rassemble tous les douze ans, dans des villes saintes différentes (Allahabad, Haridwar...), jusqu'à cent millions d'adeptes.

B - La montée des fondamentalismes

Les courants fondamentalistes se développent au sein de toutes les religions. Toutes les communautés voient des groupes se constituer, prônant une vision radicalisée de leur croyance. Présent dès la création de la nation indienne, le fondamentalisme hindou apparaît le plus dangereux pour les valeurs démocratiques du fait de la domination numérique de cette religion.

L'hindouisme est instrumentalisé politiquement. Les fondamentalistes hindous participent aujourd'hui au pouvoir et ont un rôle majeur dans le nationalisme hindou prôné par le BJP. Ils développent une idéologie radicale en imposant les valeurs de l'hindouisme et en interdisant, par exemple, l'abattage des vaches. Ces mesures remettent en cause les fondements laïques de la nation. L'affirmation de l'hindouisme dans le champ politique tend à réduire la liberté des minorités.

III Tensions et conflits intercommunautaires

A - Le danger de la marginalisation des minorités religieuses

L'Inde contemporaine a toujours connu des tensions importantes. Aux terribles violences inter-religieuses de la partition des Indes britanniques (1947), ont succédé conflits de castes, luttes sociales, protestations régionalistes ou même revendications indépendantistes (Sikhs du Punjab). Toutes les communautés sont aujourd'hui concernées par les violences.

Les trois dernières décennies ont vu la montée de conflits intercommunautaires. À partir de la destruction, en 1992, d'une mosquée à Ayodhya (Uttar Pradesh) par des fondamentalistes hindous, les violences entre communautés se sont multipliées.

Des pogroms ont même eu lieu à Ahmedabad (2002) ou à Mumbai (1993). Les tensions augmentent dans de nombreuses régions, parallèlement au développement des courants fondamentalistes dans toutes les religions.

B - L'espoir dans la solidité des institutions

Malgré les tensions, la démocratie indienne demeure solide. Elle permet à l'alternance politique d'exister, à tous les niveaux des institutions (national, régional, local). La « plus grande démocratie au monde » permet encore une représentation équitable entre les communautés et la Constitution de l'État indien séculier protège encore les minorités religieuses. Ainsi 15 % des sièges au Parlement sont réservés aux basses castes et aux dalits.

L'Inde résiste aux violences terroristes récurrentes. Les plus graves furent l'assaut du Parlement par des terroristes en décembre 2001 et surtout l'opération meurtrière conduite à Mumbai en novembre 2008 par un commando de dix fondamentalistes islamiques, venus du Pakistan, qui a fait 166 morts et plus de 300 blessés. Ces attaques, qui ont profondément choqué les populations, n'ont pas entraîné d'émeutes intercommunautaires, mais les tensions s'exacerbent entre les deux États voisins, le Pakistan et l'Inde.

Jalon. Sécularisme et dimension politique de la religion en Inde (p. 416-417)

En Inde, les principes du sécularisme organisent l'ensemble des institutions. Le respect de la diversité religieuse est enseigné dans les écoles. Soutenus par de puissantes forces politiques, des groupes extrémistes très actifs remettent aujourd'hui en cause ces valeurs, provoquant la montée des tensions qui transforment en profondeur la vie sociale et politique dans certaines régions.

Comment le sécularisme indien est-il remis en cause par la politisation du religieux ?

Doc 1 p. 416 : Aux origines du sécularisme indien

Le sécularisme indien s'inscrit dans une longue tradition de multiculturalisme et de tolérance religieuse qui commence avec l'empereur bouddhiste Ashoka, qui a régné au III^e siècle avant notre ère. Cette tradition permettant aux peuples très divers de cohabiter sans heurts a été perpétuée par les souverains qui ont gouverné l'Inde ensuite, notamment les Moghols¹ et les Britanniques. Cela dit, le passé seul ne suffit pas, car sans des hommes comme Gandhi et Nehru² pour traduire ce passé en termes politiques et institutionnels, il n'y aurait pas de sécularisme à l'indienne aujourd'hui. Cette construction n'allait pas de soi car les traditionalistes hindous étaient vivement opposés à un modèle social, basé sur la laïcité et l'égalité entre la majorité et les minorités confessionnelles. Gandhi et Nehru ont dû se battre pour imposer leur vision d'une Inde moderne et multiconfessionnelle. D'ailleurs, le duo n'avait pas, eux non plus, la même conception du sécularisme. Alors que Gandhi se battait pour la reconnaissance du religieux sur un mode collectif dans l'Inde nouvelle, pour Nehru, l'appartenance religieuse devait finir par passer au second plan, sinon s'effacer derrière des identités individuelles.

Christophe Jaffrelot, « Le sécularisme a été un formidable facteur de cohésion sociale », entretien, RFI, 13 avril 2012.

1. Nom donné aux empires musulmans ayant dominé une grande partie de l'Inde entre les XVI^e et XIX^e siècles.

2. Jawaharlal Nehru (1889-1964), né dans une famille brahmane du Cachemire, joue un rôle clé dans la lutte pour l'indépendance. Il devient Premier ministre de l'Inde de 1947 à 1964, date de son décès.

Doc 5 p. 417 : L'Inde et la question hindoue

Les nationalistes hindous n'épargnent rien, pas même la science. « Elle se développe parfois avec de mauvaises idées », déclarait le ministre indien de l'éducation Satyapal Singh fin février. Il ajoutait que, contrairement à l'Europe, l'Inde « devait suivre les lois de la nature » et développer une « science spirituelle » qui « enseigne des valeurs ».

Le Parti du Congrès, le vieux parti de l'indépendance qui a toujours porté le projet d'une Inde séculière, au moins dans ses discours, refuse cependant de laisser le monopole de l'hindouisme aux nationalistes du BJP. Récemment, en pleine campagne électorale dans le Gujarat et au Karnataka, son dirigeant, Rahul Gandhi, s'est senti obligé de se rendre dans des temples hindous. Et pour ne pas être accusé d'être « anti-hindou », même le Parti communiste du Kerala s'est résigné à célébrer un festival consacré à la divinité Krishna.

À l'heure du nationalisme hindou triomphant, l'Inde se pose donc à nouveau la question de son identité, mais elle le fait sous une nouvelle forme. Il ne s'agit plus de savoir « qu'est-ce qu'être Indien ? », mais « qu'est-ce qu'être hindou ? »

Julien Bouissou, « L'Inde dans une bataille identitaire », Le Monde

[en ligne], 9 mars 2018.

Jalon. Les minorités religieuses en Inde (p. 418-419)

Les minorités religieuses représentent environ 20 % de la population indienne, soit 270 millions de personnes en 2018. Parmi celles-ci, les musulmans sont plus de 170 millions. Les autres communautés religieuses, chrétiens, sikhs, bouddhistes, jains, sont bien moins importantes.

Quelle est la place des minorités religieuses dans ce pays multiculturel ?

Doc 2 p. 418 : Une société marquée par l'hindouisme

L'Inde est une nation pluri religieuse, mais en même temps elle est dominée par la présence de l'hindouisme. Non seulement parce que la vaste majorité de sa population est de religion hindoue mais aussi parce qu'il est indispensable de se référer à des faits hindous pour comprendre les Indiens, que ceux-ci soient hindous ou non. Qu'il s'agisse de leur organisation sociale, de leurs conceptions de la famille, de nombre d'usages et coutumes de la vie quotidienne ou encore de leurs pratiques alimentaires. Pour en rester à des considérations générales, tous les Indiens sont marqués par ce qu'on appelle l'hindouisme. Mais gardons à l'esprit que par ce terme on ne désigne pas une tradition religieuse homogène ou unifiée autour d'un ensemble déterminé de représentations religieuses. On sait que les hindous acceptent avec une relative facilité la pluralité des discours religieux. L'hindouisme est plutôt une vaste mosaïque de croyances, de pratiques et de façon d'être et de penser qui s'est formée au cours de la longue histoire de l'Inde tout en ne cessant de modeler celle-ci. Il n'est donc pas entièrement sans fondement d'associer l'Inde avec l'hindouisme, mais à condition d'ajouter que celui-ci a contribué à l'édification d'une société pluraliste.

Catherine Clémentin-Ojha, Les Chrétiens de l'Inde, entre castes et églises, Albin Michel, 2008.

Doc 4 p. 419 : Des musulmans enracinés dans la culture indienne

Les musulmans du sous-continent ne peuvent à aucune étape de leur histoire être envisagés isolément de la société englobante dont ils restent partie prenante. [...]

Les relations entre hindous et musulmans ne peuvent pas se définir par les oppositions idéologiques externes simplistes et manichéennes [...]. Tout au long de l'évolution moderne, et plus particulièrement à partir des années 1920 qui virent les grands clivages, il est clair que les fractures ne sont pas seulement entre les communautés, mais aussi à l'intérieur de chacune d'elles, opposant des fondamentalistes partisans d'un État religieux et des modernistes partisans d'un État laïque pluraliste.

Marc Gaborieau, *Un autre islam. Inde, Pakistan, Bangladesh*,

Albin Michel, 2007.

Jalon. Des enjeux géopolitiques : l'Inde et le Pakistan (p. 420-421)

Doc 1 p. 420 : L'Inde et le Pakistan, proches et opposés

L'Inde et le Pakistan ont en partie construit leur identité nationale sur une situation d'affrontement qui dure depuis la Partition. Aujourd'hui, les conflits qui ont lieu au Pakistan comme au Cachemire font perdurer l'instabilité de la région. Après des décennies de mobilisation militaire, l'Inde privilégie un processus de négociation avec son voisin, mais reste très vulnérable aux attaques terroristes provenant du Pakistan... Après le 11-septembre, une série d'attentats frappa le Cachemire puis, le 13 décembre 2001, le parlement de New-Delhi... Un groupe de dix militants du Lashkar-e-Toiba, organisation terroriste basée au Pakistan, frappa Mumbai le 26 novembre 2008, faisant plus de 160 morts.

L'Inde, malgré ses réticences, tente de maintenir le dialogue avec le Pakistan. Si la question du Cachemire, pierre d'achoppement des relations indo-pakistanaïses, ne sera sans doute pas résolue de sitôt, l'intérêt économique pourrait motiver une pacification des relations. Cependant, l'aide chinoise au Pakistan semble vouloir compliquer encore plus les relations entre les deux « frères ennemis ».

Lucie Dejouhanet, « L'Inde. Puissance en construction », La Documentation photographique, n° 8109, 2016, © Dila.

Doc 4 p. 421 : Les relations tumultueuses entre l'Inde et le Pakistan

Au cours des siècles, les territoires sur lesquels s'étendent l'Inde et le Pakistan d'aujourd'hui furent souvent unis au sein des mêmes empires. Les deux pays sont liés par l'histoire, la langue, la culture, les coutumes. L'idée de deux États séparés, sur une base religieuse, ne fut portée par des indépendantistes musulmans qu'à partir des années 1930. Le pouvoir colonial britannique trancha en faveur de la Partition, provoquant, après le 15 août 1947, le déplacement de 12 millions de personnes d'un pays à l'autre et un million de morts en quelques semaines. Ce profond traumatisme constitue jusqu'à aujourd'hui la toile de fond de toute relation entre une Inde laïque et un Pakistan officiellement islamique. Une rivalité s'installe autour de la question du Cachemire, une région à majorité musulmane, se poursuivant avec la naissance du Bangladesh, puis avec le terrorisme islamique. Quatre guerres ont opposé les deux pays, entraînant amertume, méfiance et crainte de la trahison.

Les périodes de relatif apaisement ne sont jamais longues. Si, dans un passé récent, les États-Unis se sont attachés à essayer de normaliser les relations entre les deux pays, qui sont ses alliés, les projets de coopération entre le Pakistan et la Chine, la grande rivale de l'Inde, sont de plus en plus nombreux et importants. Pourtant, l'engouement commun à l'occasion d'une compétition internationale de cricket, la solidarité lors du sauvetage d'un enfant perdu dans le désert sont des signes du maintien d'une proximité entre les deux nations.

Philippe Cadène, Nathan, 2019.

Points de vue. Les basses castes, les dalits et les tribaux : des communautés en ascension ? (p. 422-423)

Doc 2 p. 422 : La pauvreté des basses castes, des dalits et des tribaux

La pauvreté touche les populations de façon inégale : les migrants, femmes, enfants travailleurs, personnes âgées sont plus touchés par les effets de la pauvreté (malnutrition, maladies, mortalité) que le reste de la population. Il en est de même pour les basses castes, les tribus et les Musulmans pour lesquels la proportion de population vivant dans la pauvreté est nettement supérieure au reste de la population, même en ville, où ils constituent une importante proportion de la population vivant en bidonville. Le cycle classique de la pauvreté et de l'exclusion les amène à être également plus vulnérables aux désastres, et ils risquent d'être plus facilement exclus des opérations de secours et de réhabilitation mises en place par les pouvoirs publics et les ONG en cas de catastrophe.

Les autorités reconnaissent donc que l'éducation, la santé, les services sociaux, l'accès aux biens alimentaires, l'eau et l'assainissement, les routes, l'électricité, constituent les besoins essentiels, et qu'elles devraient être le principal fournisseur de ces biens publics. Mais la fourniture de ces services a des coûts, tandis que les améliorations du niveau de vie facilitées par ces services sont souvent difficiles à mesurer.

Alors que l'école publique est gratuite en Inde, des millions d'enfants pauvres restent exclus de l'école pour une série de raisons, en particulier l'obligation d'aider à la

maison pour les filles, le travail à l'extérieur pour les garçons, et la marginalisation rapide une fois quelques semaines ou quelques mois d'absence enregistrés à l'école. Lancée en 1995, l'idée d'offrir le repas de midi à l'école a été une façon de fidéliser les enfants pauvres, et ce programme a été un succès.

Isabelle Milbert, « Pauvreté et politiques de développement social en Inde
», dans Philippe Cadène, Brigitte Dumortier, L'Inde, une géographie, ©
Armand Colin, 2015.

Doc 3 p. 423 : Les groupes bénéficiant des politiques de réservations

Depuis 1951, les castes ne sont plus reconnues par l'État et ne sont pas dénombrées dans les recensements conduits par le gouvernement indien. Seuls plusieurs groupes, dits « répertoriés » (Scheduled Castes et Scheduled Tribes), sont identifiés par l'administration. Il s'agit des catégories de la population considérées comme ayant été opprimées au cours de l'histoire et qui bénéficient d'une politique de « réservations ». Des postes leur sont réservés dans le secteur public et dans l'enseignement supérieur. Elles ont également des sièges réservés dans les conseils et assemblées élus. Cette discrimination positive a été inscrite dans la Constitution grâce à Bhimrao Ambedkar, dont la statue est présente dans tous les quartiers et les villages où vivent les dalits. Depuis les années 1990, d'autres groupes ont été rajoutés, les Other Backward Classes ou OBC.

D'après Jules Naudet, « Castes, intouchabilité et réussite sociale en Inde », La Vie des idées, 13 mars 2009.

Doc 4 p. 423 : L'ascension des basses castes et des dalits : un atout pour la démocratie

Le nouveau rôle que les basses castes et les intouchables sont aujourd'hui conscients de tenir remet en cause le pouvoir traditionnel détenu par les seules hautes castes et élargit le pluralisme démocratique. C'est donc paradoxalement en reconnaissant la caste comme moteur d'injustice qu'elle sert de vecteur à plus d'égalité sociale. Ce paradoxe est inscrit au cœur de la Constitution de 1950, qui a pour finalité d'intégrer socialement et économiquement les populations défavorisées, alors que leur catégorisation systématique les stigmatise comme telles. Les dernières décennies témoignent d'avancées importantes, mais l'amélioration en profondeur de la condition des pauvres – rattrapage du retard dans l'éducation, évolution des conditions de vie... est lente. Cette lenteur témoigne du manque de volonté au niveau gouvernemental et de l'ambivalence face à la question de la pauvreté d'une classe politique composée majoritairement d'élites. Pourtant, la clé d'une action sociale efficace semble bien résider dans la participation effective des plus démunis au pouvoir.

Marie-Caroline Saglio-Yatzimirsky, « La pauvreté en Inde : une question de castes ? », *Cultures & Conflits*, n° 35, 1999.